

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AGRICOLE DU COSTA RICA

Des années 1940 à 1980 : interventionnisme étatique

Dans un contexte de fin de guerre civile qui vit naître la Seconde République costaricienne vers la fin des années 1940, le Costa Rica avait pour ambition d'entreprendre une modernisation de sa société sur base d'une industrialisation de ses différents secteurs économiques. Cette volonté du gouvernement de l'époque se confirme par l'instauration de la Constitution du pays en 1949 dont certains amendements faciliteront la mise en œuvre de ce renouveau économique. Par exemple, l'article 12 du titre 1^{er} stipulant que « l'armée en tant qu'institution permanente est interdite » a permis à l'État costaricien de débloquent davantage de fonds en faveur d'autres dépenses publiques. ([Costa Rica's Constitution of 1949 with Amendments through 2011](#))

En accord avec la modernisation des différents secteurs économiques et sociaux du pays, le modèle de production agricole a été sujet à de nombreuses nouveautés. En effet, le nouveau système de production du pays avait pour objectif de favoriser l'essor économique apporté par l'exportation de produits agricoles ainsi que de satisfaire la souveraineté alimentaire au niveau national. ([Faure, Le Coq, & Rodriguez, 2011](#))

Pour ce faire, l'occupation forestière a été mise sous la responsabilité du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Ministerio de Agricultura y Ganadería, MAG) qui s'est occupé de redistribuer les terres aux organisations de producteurs afin que celles-ci y développent leurs activités vivrières. ([Le Coq, Pesche, Legrand, Froger, & Saenz Segura, 2012](#))

De nombreux crédits ont ensuite été octroyés par l'État costaricien aux propriétaires fonciers afin que ces derniers puissent investir suffisamment dans ce nouveau modèle agricole suivant les mécanismes et les enjeux de la « Révolution Verte ». ([Sommet mondial de l'alimentation : Les leçons de la révolution verte - vers une nouvelle révolution verte](#))

Dans la dernière décennie de cette ère, l'État a joué davantage un rôle prédominant dans le développement de l'agriculture des organisations paysannes en permettant aux institutions publiques d'être à l'origine de leur création ainsi que de leurs orientations. ([Faure, Le Coq, & Rodriguez, 2011](#))

Des années 1980 à 2000 : conscience des enjeux de la déforestation

Durant l'Après-Guerre, le paysage costaricien s'est métamorphosé dans le but de satisfaire l'ambition étatique de relancer l'économie à l'aide d'un modèle agricole plus performant qu'auparavant. L'espace forestier a dès lors grandement diminué au profit de la mise en place de nombreux terrains destinés à l'élevage et à l'agriculture de subsistance ou d'exportation. ([Le Coq, Pesche, Legrand, Froger, & Saenz Segura, 2012](#))

D'après une étude menée par le Fonds National de Financement Forestier (Fondo Nacional de Financiamiento Forestal, FONAFIFO), dirigé par le Ministère de l'Environnement et de l'Énergie (Ministerio de Ambiente y Energía, MINAE), il a été constaté que la superficie totale des forêts du pays a grandement diminué depuis l'instauration des politiques économiques liées à l'agriculture.

En 1940, au moins 75% de la superficie du territoire costaricien était composé de forêts primaires. Durant plus de 40 ans, ce nombre a drastiquement chuté pour atteindre 26% du pays en 1986. (Asdigian)

La déforestation massive du pays au profit de l'agriculture et de diverses exploitations terrestres suscite de vives polémiques. La protection des forêts est indispensable afin d'assurer un ralentissement des effets du réchauffement climatique sur notre planète. La Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) renforce cette idée et engage le Costa Rica, membre de cette assemblée, à agir conformément aux décisions qui ont été prises au sommet de la Terre à Rio en 1992. (Rodríguez Zúñiga, 2003)

Le milieu agricole, dépendant des ressources de la forêt et des hectares d'exploitation qu'elle propose, va dès lors devoir subir de nouvelles transformations qui ne seront pas à l'avantage du plus grand nombre. En effet, les solutions trouvées en faveur d'un renouveau économique et politique en accord avec la responsabilité écologique du pays ne seront pas toujours favorables au développement des petits exploitants à production modeste.

FMI au Costa Rica

Dans les années 1980, le Costa Rica a subi les conséquences d'une grande crise économique qui impacta le pays comme jamais il ne l'avait été auparavant. Des concessions ont dû être appliquées et le pays a dû bénéficier d'une aide externe pour se sortir de cette situation.

Le Fonds Monétaire International (FMI) permettra dès lors au Costa Rica de se relever de cette crise suite à la mise en application de différents Plans d'ajustements structurels (PAS) instaurés dans le courant de cette décennie. (Faure, Le Coq, & Rodriguez, 2011)

Parmi les nombreuses réformes politiques et économiques entrées en vigueur sur le territoire costaricien, certaines décisions ont eu pour effet direct de transformer radicalement l'idée de la production agricole du pays. Entre autres, le FMI imposa une économie tournée vers l'exportation ainsi qu'une limitation du rôle de l'État dans le développement économique national, ce qui permit le développement de certaines activités agricoles au détriment de nombreuses autres.

Les agriculteurs furent lourdement impactés par ces nouvelles réformes. En effet, ces derniers devaient maintenir une activité rentable tout en se pliant à un nouveau système agricole tourné vers l'exportation.

Cette nouvelle politique fut à l'origine de l'apparition de grandes étendues de cultures de produits destinés aux marchés étrangers. La privatisation de ce secteur a bénéficié à certaines

grandes entreprises exportatrices de fruits tropicaux et leur a permis d'augmenter en capacité de production.

1996 : programme de financement pour la protection des forêts

Face aux problématiques liées à la disparition de cette biodiversité et suite aux résultats peu concluants des précédentes lois forestières instaurées par le passé, le FONAFIFO a dès lors établi un programme de rétribution des services environnementaux, suite à l'entrée en vigueur d'une loi forestière instaurée en 1996 qui offrait un cadre légal favorable au lancement de cette initiative. (Le Coq, Pesche, Legrand, Froger, & Saenz Segura, 2012)

Celui-ci consiste en la rémunération des acteurs économiques du système agricole costaricien en échange d'une gestion plus responsable des espaces consacrés à l'agriculture et à l'élevage. En d'autres termes, les propriétaires terriens se voyaient octroyer des fonds à l'issue d'objectifs accomplis fixés par le FONAFIFO.

Pour ce faire, l'organisme a décidé de rémunérer tout propriétaire s'engageant à réaliser les services suivants :

- « l'atténuation des gaz à effet de serre (piégeage du carbone); »
- « la protection de l'eau pour les usages ruraux, urbains ou hydroélectriques; »
- « la protection de la biodiversité pour la conservation, les usages scientifiques et pharmaceutiques durables, la recherche, l'amélioration génétique et la protection des écosystèmes et des formes de vie; »
- « la préservation des beautés naturelles, notamment à des fins de tourisme. » (Rodríguez Zúñiga, 2003)

Les sources de ces rémunérations viennent, d'une part, de taxes imposées par l'État sur la consommation d'énergies fossiles et, d'autre part, de l'achat de « certificats de services environnementaux » par les propriétaires terriens (Le Coq, Pesche, Legrand, Froger, & Saenz Segura, 2012). Ces certificats ont pour objectif de s'assurer que les entreprises occupant des terrains d'exploitation s'engagent à respecter les normes environnementales afin de préserver la biodiversité et également d'assurer la pérennité financière du programme de protection des espaces forestiers. En contrepartie, ces entreprises peuvent décider de la nature du terrain qui bénéficiera du crédit en question. Autrement dit, ce système est avant tout une stratégie économique pour ces compagnies qui décident de financer les régions dans lesquelles elles retrouvent des atouts naturels qui seront bénéfiques à leurs activités. Néanmoins, ce mécanisme n'est pas à la portée de tout le monde et de nombreux exploitants bénéficiant de plus faibles revenus n'ont pas les moyens de jouir de la même situation.

Dans une politique environnementale de plus en plus libérale, le fossé d'égalité des chances entre les entreprises et la petite paysannerie se creuse davantage.

L'AGRICULTURE AU COSTA RICA DE NOS JOURS

Aujourd'hui, l'agriculture au Costa Rica ne représente plus que 5% de son PIB suite au développement du tourisme qui prit de plus en plus d'ampleur au fil des ans. (OMC, 2019)
Néanmoins, ce secteur représente tout de même 12% de l'emploi total du pays et constitue un atout important sur les marchés internationaux. (Banque mondiale, 2020)

D'après des chiffres tirés de la Banque Mondiale datant de 2016, l'agriculture costaricienne occupait en tout 34% de la superficie du pays, soit environ 17 374 km². (Banque mondiale, 2019)

La situation agricole du pays est surtout tournée vers une économie d'export, secteur constituant une part importante de l'économie nationale. En effet, les denrées agricoles font partie des produits d'exportation les plus nombreux dans l'économie costaricienne. Selon un examen des politiques commerciales du Costa Rica mené par l'OMC, les produits issus de l'agriculture qui ont ensuite été exportés vers différents partenaires commerciaux représentaient 41,4% des exportations totales du pays durant l'année 2018. Pratiquement la moitié des exportations agricoles totales sont réalisées grâce à la culture de deux produits : l'ananas et la banane. (OMC, 2019)

Les principaux produits cultivés

Parmi ces produits agricoles exportés, l'ananas frais représente à lui seul une part importante de cette économie. Responsable de plus de 20% des exportations totales de produits agricoles du Costa Rica, ce fruit exotique, consommé en dessert ou en cuisine traditionnelle, place le pays au rang de 2^{ème} producteur mondial et de 1^{er} exportateur mondial d'ananas frais. (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2016)

Représentant une part de marché non-négligeable pour le développement économique de l'État costaricien, l'ananas est devenu la denrée agricole indissociable du Costa Rica. Afin de satisfaire la demande de ses principaux partenaires commerciaux, qui sont respectivement les États-Unis suivi de l'UE, le pays exporte pratiquement la totalité de sa production, s'élevant à plus de 2 126 000 tonnes en 2014. Les quantités astronomiques produites de ce fruit sont dès lors principalement assumées par des grandes entreprises transnationales fortement présentes sur le territoire.

Pour sa production de bananes, le pays est classé 4^{ème} au rang du plus gros exportateur de bananes au monde durant l'année 2018. A l'inverse de la situation de l'ananas, le pays n'est cependant pas l'un des plus gros producteurs mondiaux. C'est encore une fois grâce à son marché d'exportation que cette denrée est cultivée sur le sol costaricien. Égalant le pourcentage de l'ananas sur le marché des produits agricoles exportés, ces produits représentent à eux deux plus de 40% des produits agricoles exportés. (OMC, 2019)

Pour le reste de l'agriculture, on trouve également au Costa Rica de nombreux hectares consacrés à la culture de café, à raison de 6% des exportations agricoles, ainsi que d'autres produits destinés à être transformés sous d'autres formes (jus de fruits, conserves, etc.) pour être vendus autant sur le marché national qu'international. (OMC, 2019)

Les entreprises

Suite à l'intérêt économique suscité par les opportunités d'affaires sur les marchés internationaux, le pays tourne davantage sa production agricole vers l'exportation plutôt que vers une commercialisation locale. Les petites exploitations sont donc de moins en moins nombreuses, au profit de grandes enseignes possédant de nombreux hectares dans la région.

C'est donc un modèle d'agriculture industrielle qui se trouve prédominant sur le territoire, avec de grosses multinationales américaines à sa tête. Les trois entreprises les plus présentes dans le pays sont *Dole Food Company*, *Del Monte Foods* et *Chiquita Brands International*, qui représentent à elles-seules plus de 50% des exploitations agricoles du pays. (Fernandez-Fernandez, 2013) On peut notamment en témoigner grâce à un rapport de la FAO paru en 2012, qui confirmait déjà à l'époque que plus de 52% des productions de bananes étaient assurées par quelques entreprises transnationales. Il en était déjà de même pour la culture de l'ananas qui comptabilisait 95% de ses petits exploitants sur 50% des plantations totales dédiées à la pousse de ce fruit. (Fernandez-Fernandez, 2013)

Les agriculteurs

Comme cela avait été précisé au préalable, le secteur agricole costaricien représentait en 2018 12% de l'emploi. D'après la Banque Mondiale, celui-ci est en diminution depuis les années 1990 suite aux récentes réglementations imposées par le MINAE concernant les espaces concernés par l'agriculture. Le développement du secteur des biens et services, représentant ces dernières années plus de 75% du PIB, est également une des raisons qui expliquent cette diminution.

Les fameuses OP, fortement répandues dans les années 1980 à 1990, ont grandement diminué en nombre. Ce phénomène peut s'expliquer par leur dépendance aux subventions publiques, celles-ci se faisant de plus en plus rares au fil des ans. Seules les organisations suffisamment instruites peuvent profiter du système de rétribution afin de bénéficier de subsides leur permettant de pérenniser leur projet.

Quant aux autres agriculteurs, leurs possibilités d'emploi sont dès lors orientées vers le travail en sous-traitance, en particulier vers les entreprises propriétaires de nombreux terrains agricoles, proposant la majorité des emplois possibles pour ce secteur. (Le Coq, Faure, & Saenz, 2012)

PLAN ECOLOGIQUE DU COSTA RICA : QUELLE PLACE POUR L'AGRICULTURE ?

Afin d'affirmer sa position de maintien et du respect de la biodiversité, le Costa Rica est l'un des rares pays qui appliquent des résolutions écologiques d'envergure, suite à la signature de l'accord de Paris lors de la COP21 en 2015, en faveur à l'atténuation des effets du changement climatique par le biais de plans stratégiques concrets. En 2018, le Ministère de l'Environnement et de l'Énergie du Costa Rica présentait dès lors son Programme Neutralité CO2. Ce programme consiste à rendre le pays neutre en émission de dioxyde de carbone d'ici 2021. ([The Guardian, 2019](#))

2019 fut une année phare pour le Costa Rica en matière de progrès écologique conséquent. Étant l'un des rares pays à démontrer de véritables changements de gouvernance suite aux Accords de Paris sur le climat, il a été récompensé en 2019 par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le pays a en effet reçu le prix « Champions de la Terre 2019 » qui récompense ce dernier pour sa lutte contre le changement climatique ainsi que ses dispositions prises en faveur du maintien et du respect de son environnement. ([United Nations Climate Change, 2019](#))

Motivé par le besoin de changement et par la possibilité d'un monde plus durable, le Costa Rica a mis en place un plan environnemental ambitieux. Des lois et réformes sont instaurées afin de favoriser la croissance écologique du pays et la conservation de son habitat naturel. Ainsi, le petit pays d'Amérique centrale vise plusieurs objectifs d'envergure, notamment celui de bénéficier, d'ici 2030, d'énergie électrique issue à 100% de sources renouvelables. Actuellement, on estime les énergies produites par le pays à 98% d'énergies vertes. ([Ozil, 2015](#))

D'ici 2050, les politiques en place visent une consommation énergétique totale du pays issue d'énergies renouvelables. La transition de 2018 à 2050 permettrait de réduire peu à peu l'utilisation d'énergies fossiles jusqu'à l'indépendance complète vis-à-vis de ces dernières à l'issue du programme. De plus, selon une déclaration du président costaricien Carlos Alvarado Quesada, le Costa Rica peut également atteindre ses objectifs de décarbonisation « grâce à des transports en commun propres, des villes intelligentes et résilientes, une bonne gestion des déchets, une agriculture durable et l'amélioration de notre logistique ». ([United Nations Climate Change, 2019](#))

D'après un communiqué de la FAO, l'agriculture sera également sujette à des modifications de pratiques dans certains secteurs d'ici 2050 en vue de réduire son empreinte écologique. Plusieurs plans sur différentes sortes de cultures sont en attente d'application mais ont déjà été élaborés par des autorités compétentes. Ceux-ci indiquent les raisons écologiques pour lesquelles il faut transformer les modèles déjà existants afin qu'ils soient moins nocifs. Par exemple, parmi ces différentes mesures, il existe un rapport sur les réductions d'empreinte carbone et d'eau dans les plantations de bananes au Costa Rica qui indique que le pays pourrait

subir de lourdes conséquences sur sa production agricole si les émissions de gaz à effet de serre issues de cette activité ne diminuaient pas.

Dans ce cadre-ci, il est prévu qu'un guide méthodologique en vue de réduire cet impact, conjointement approuvé par le MAG et MINAE, entre en vigueur dans les prochaines années.

Voici les objectifs explicites de ce guide :

- « Produire un guide pratique pour quantifier, mesurer et réduire l'empreinte carbone et eau dans les plantations de bananes.
- Promouvoir le transfert de connaissances et les meilleures pratiques parmi les producteurs de bananes.
- Promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles et une gestion efficace et efficiente de l'eau.
- Préparer les organisations à se conformer aux normes agricoles et environnementales aux niveaux national et international.
- Renforcer la résilience climatique dans les chaînes d'approvisionnement de la banane.
- Renforcer les politiques nationales en termes de stratégies sobres en carbone et de gestion de l'eau.
- Sensibiliser et éduquer les consommateurs sur les efforts de l'industrie mondiale de la banane pour réduire les émissions de carbone et l'impact sur l'utilisation et la gestion de l'eau. » ([Forum mondial de la banane, 2020](#))

POURQUOI LES METHODES INDUSTRIELLES CONSTITUENT-ELLES UN PROBLEME ?

Avant d'entreprendre l'élucidation de ma question de recherche, il était important de préciser ce qu'elle engendre globalement comme problèmes. Pour ce faire, il faut supposer que mon hypothèse de base est avérée.

Pour répondre à cette question, j'analyserai donc les conséquences de l'emploi de ce type d'agriculture ainsi que les impacts négatifs que la problématique amène au niveau ouvrier.

Le but recherché par le développement de ce point est de comprendre en quoi mon hypothèse formule une menace au bien-être des paysans au Costa Rica. Cela me permettra également de légitimer la piste d'alternative choisie, déjà existante en campagne costaricienne et que j'analyserai plus en détail à la suite de ce travail.

Impacts négatifs des méthodes industrielles sur les ouvriers

Le travail sur les terrains d'agriculture industrielle expose, directement et indirectement, les paysans costariciens à une multitude de conséquences qui leur sont néfastes. Les problèmes qui seront exposés sous ce point sont principalement liés aux exploitations d'ananas et de bananes, toutes deux représentatives du modèle agricole dominant dans ce pays.

Suite à plusieurs témoignages issus de documentaires traitant de ce type d'agriculture au Costa Rica, j'ai pu constater beaucoup de similitudes entre chaque témoignage individuel d'ouvriers paysans. A noter que les problèmes qui vont être cités ne représentent pas une vérité générale et incontestable, mais bien une observation que j'ai pu faire suite à la rareté des sources mises à ma disposition.

Premièrement, un dénominateur commun des témoignages des ouvriers est l'usage excessif de produits phytosanitaires et les conséquences que celui-ci amène sur leur santé. En effet, les bananeraies et les plantations d'ananas sont identiques sur ce point : les fruits cultivés sont dotés d'une peau épaisse qui leur permet de contenir la grande majorité des traces toxiques laissées par l'épandage de produits chimiques. La chair comestible de ces fruits est, du coup, protégée et reste propre à nos standards de consommation en toute circonstance. Par conséquent, ces terrains sont davantage aspergés de pesticides, fongicides et autres intrants chimiques. Les travailleurs sont dès lors directement exposés à ces projections. Certains exploitants recommandent de désertter certaines zones quand un épandage est en cours, mais la brise emporte tout de même une partie conséquente de ces produits dangereux. Du coup, même si des paysans se retrouvent hors des zones annoncées, ils peuvent tout de même être contaminés à leur insu. De plus, certains ouvriers affirment avoir été aspergés par ces produits alors qu'aucun survol ne leur avait été annoncé. (Cardona, 2016) (Kouchner & D'Arthuys, 2018)

Les ouvriers interrogés dans les reportages témoignaient également des conséquences que les produits phytosanitaires ont sur leur santé physique. En effet, la quantité conséquente de produits chimiques à laquelle les travailleurs sont exposés provoque l'apparition de maux dermatologiques, de difficultés respiratoires et même, dans des cas extrêmes, de formes de cancer. Les plaintes dénonçant ce problème sont très souvent ignorées par les entreprises responsables des terrains car ils jugeraient que l'utilisation de leurs produits phytosanitaires n'est pas à l'origine de ces maux. (Lawrence, 2010)

Afin de protéger leurs travailleurs, certains exploitants fournissent du matériel adéquat pour éviter l'exposition directe des ouvriers aux produits toxiques. Hélas, tous n'ont pas la même chance et la plupart des grandes exploitations ne s'assurent pas que leurs employés soient, oui ou non, protégés selon les normes de sécurité requises. (Kouchner & D'Arthuys, 2018)

Mise à part l'exposition directe des paysans aux produits chimiques dans les parcelles agricoles, l'épandage de ces derniers contamine également le reste de leur environnement. Le climat tropical de la région amène fréquemment des pluies diluviennes à tout moment durant l'année. A cause de leur écoulement, celles-ci entraînent donc une partie conséquente de pesticides dans les sols. Les nappes phréatiques sont, par conséquent, de plus en plus contaminées, à tel point que la consommation d'eau dans certaines régions est déconseillée, sous peine d'intoxication. (Lawrence, 2010)

La véracité de ce problème est soutenue par des analyses des eaux effectuées en laboratoires scientifiques. Certains villages ont dès lors pu constater que certains intrants chimiques, reconnus nocifs pour la santé, se retrouvaient en quantité importante dans l'eau qu'ils consomment. (Kouchner & D'Arthuys, 2018)

Deuxièmement, en plus de subir les impacts des produits chimiques et de leurs conséquences dramatiques sur la vie des locaux, les ouvriers risquent également leur santé à cause des conditions de travail auxquelles ils sont contraints. Sous la chaleur étouffante retenue par les bananeraies, la main d'œuvre ouvrière est payée au rendement et est donc contrainte à travailler de longues heures par jour. Si les travailleurs n'atteignent pas leur quota par journée, l'argent récolté ne suffira pas à leurs besoins vitaux. C'est pour cela qu'ils transportent de nombreux régimes, pesant parfois plus de 80kg, afin d'être certains que la quantité récoltée journalière soit suffisante. Ces conditions signent l'apparition de nombreuses pathologies, comme celle de maux de dos assez importants. (Cardona, 2016)

FACTEURS DE DEPENDANCE DE LA PETITE PAYSANNERIE FACE AUX ENTREPRISES

Malgré les conséquences dramatiques que le modèle industriel a sur la vie paysanne, comment expliquer cette réticence à quitter ce système ?

Au fil de mes recherches, j'ai pris le temps de rassembler des informations issues de divers témoignages trouvés sur internet. La plupart sont tirées de documentaires traitant de sujets similaires, à savoir la situation agricole de l'exploitation d'un fruit tropical au Costa Rica. J'ai dès lors décidé d'exposer ces informations sous ce chapitre, sans classement ni suite logique, afin de tenter d'apporter des éléments de réponse pertinents à ma problématique.

Il existe peu de sources expliquant pourquoi les travailleurs costariciens continuent de travailler pour ces gros exploitants, malgré les impacts négatifs précédemment énoncés que les tâches effectuées peuvent avoir sur leur vie.

De plus, j'ai également eu l'occasion d'effectuer un entretien semi-directif avec l'une des responsables de l'association ASOMOBI, Yohanna Sibaja, qui a pu avoir accès à des outils informatiques et qui a pris le temps de répondre à mes questions. Elle n'a cependant pu me répondre que par écrit. Je lui ai donc fait parvenir mon questionnaire qu'elle m'a rendu complété. Ce document résume le seul entretien que j'ai pu organiser et ne concerne qu'une seule personne. Les informations tirées de celui-ci ne reflètent donc pas des généralités que j'ai pu constater, mais bien le point de vue unique d'une personne concernée par la problématique de base. 1

Indisponibilité des terres agricoles

Il est difficile pour des agriculteurs costariciens d'exploiter eux-mêmes une parcelle cultivable suffisamment conséquente que pour en vivre. Pour cause principale, c'est la disponibilité de ces terrains qui leur fait défaut. Comme dit explicitement dans la partie théorique de mon TFE, ce phénomène a grandement été favorisé dans les années 1990, durant l'évolution du paysage agricole du pays en faveur d'une poignée d'exploitants. Grâce aux rétributions des services environnementaux et aux directives imposées par le FMI, les organisations capables de proposer des projets ambitieux d'agriculture s'enrichissaient et pouvaient dès lors développer davantage d'activités, sur davantage de terrains. Au contraire, les paysans n'ayant pas les capacités nécessaires à développer de tels projets n'eurent pas le même succès avec ce système et virent de plus en plus d'opportunités d'exploitation leur filer entre les doigts. (Faure, Le Coq, & Rodriguez, 2011)

C'est notamment grâce à cela que des compagnies industrialisées prirent de plus en plus de place dans le secteur agricole costaricien. Par exemple, c'est ainsi que l'entreprise *PINDECO*, une filiale du géant américain *Del Monte*, profita de cette situation pour étendre ses activités de production d'ananas dans la province de Puntarenas, au sud du pays. C'est à cet endroit que, encore aujourd'hui, les plantations de monocultures de ce fruit exotique sont les plus nombreuses. (Kouchner & D'Arthuys, 2018)

Manque d'alternatives pour les ouvriers

Les ouvriers agricoles manquent cruellement d'alternatives rémunératrices dans les régions où les monocultures de *Dole*, *Del Monte* et *Chiquita* prospèrent. Ceci est dû à plusieurs facteurs. D'une part, il est difficile pour les habitants d'envisager une activité rémunératrice différente que celles proposées par les multinationales présentes dans la région suite au nombre élevé de terrains leur appartenant.

D'autre part, l'agriculture est, pour la plupart des travailleurs, la seule source de revenu possible et envisageable. Selon plusieurs habitants, et selon l'avis de la responsable de projets qui a pris le temps de répondre à quelques-unes de mes questions, la diversité des choix est mince en milieu rural. L'autre secteur pouvant employer de nombreuses personnes est le tourisme, mais il nécessite souvent des acquis bien spécifiques. Ces acquis, comme la maîtrise de l'anglais ou les connaissances diverses en matière de faune et de flore, ne sont pas à la portée de tous. La plupart des habitants ruraux, bénéficiant tout de même d'un accès obligatoire à l'enseignement dès leur plus jeune âge, n'ont pas tous l'opportunité de s'instruire davantage dans le futur. Certains n'ont pas les moyens financiers pour poursuivre un cycle d'études supérieures, et d'autres ont tout simplement la nécessité de subvenir à leurs besoins dès leur entrée à l'âge adulte.

Nécessité d'un salaire garanti

La motivation principale amenant de nombreux agriculteurs à travailler pour de grandes firmes est le revenu engendré par cette activité et la nécessité de celui-ci. En effet, bénéficiant de peu d'aide financière concrète afin de lutter contre la précarité, une majorité de femmes et d'hommes paysans acceptent ces conditions de travail afin de subvenir aux besoins vitaux de leurs familles. Ce revenu est également nécessaire pour beaucoup d'agriculteurs désirant cultiver leur propres parcelles. Il leur permet dès lors d'acquérir des engrais, des pousses, des outils, etc. disponibles sur le marché. Le paradoxe veut donc qu'un paysan désireux de satisfaire sa souveraineté alimentaire par ses propres moyens doive, pour ce faire, travailler dans un système d'agriculture produisant avant tout des denrées d'exportation.

Le fait d'être, la plupart du temps, payé au rendement pousse également des jeunes ouvriers à se diriger davantage vers ces modes de production, tant la récompense obtenue peut s'avérer plus rentable à leurs yeux que le développement de leurs propres terres. (Cardona, 2016)

CONCLUSION DES RECHERCHES

En guise de résumé de ce travail, je vais reprendre mes recherches concernant la problématique afin d'y répondre selon mon point de vue. C'est grâce à la mise en commun de mes parties théorique et pratique que je vais pouvoir amener des éléments pertinents de réponse.

Dans un premier temps, nous pouvons constater que le paysage agricole du Costa Rica a subi de nombreuses modifications au fil des décennies passées et a dû adapter son système de production. Celui-ci a été remodelé à des fins commerciales afin de satisfaire l'ambition globale de croissance économique du pays. Profitant dès lors d'un système où les organisations compétentes pouvaient recevoir des investissements pour protéger la forêt, certains grands exploitants agricoles ont pris davantage d'ampleur en agrandissant leur nombre de parcelles cultivées, aux dépens de plus petites organisations.

C'est à partir de ce moment que les inégalités vont se creuser et que de grandes multinationales vont profiter de la situation afin d'acquérir plus de surfaces de production. Aujourd'hui, ces entreprises occupent la majorité des terres cultivables au Costa Rica et deviennent dès lors les principales sources d'emploi du secteur. Les personnes désireuses de cultiver la terre voient leur champ d'opportunités réduit et sont amenées à travailler pour des entreprises par manque de choix. De plus, l'agriculture est le seul moyen de revenu viable pour une majorité de paysans, qui n'ont pas la possibilité d'imaginer une autre profession. Ceci est causé, entre autres, par le manque de spécialisation, par la nécessité financière des ménages, par le manque d'aide publique, etc.

Cette dépendance avérée des paysans aux entreprises constitue un grave problème pour la santé des habitants des régions rurales concernées. En effet, les conditions de travail dans les champs nuisent sérieusement à leur santé. On peut le prouver grâce à l'utilisation abusive de produits phytosanitaires auxquels ils sont exposés, ou encore par les longues heures de travail nécessaires pour rentabiliser leur gagne-pain.

Néanmoins, tout n'est pas perdu pour ces travailleurs et des solutions viables pour des petites communautés rurales existent. Des associations paysannes comme ASOMOBI au Costa Rica peuvent démontrer par leurs activités qu'il est possible pour elles d'entreprendre des projets d'agriculture viables dans des régions où la tendance pousse à maintenir le profit des multinationales avant le bien-être humain.

BIBLIOGRAPHIE

Asdigian, K. (s.d.). *Deforestation in Costa Rica*. Récupéré sur Esri: <https://www.arcgis.com/apps/MapJournal/index.html?appid=250d5560fb62483b92dbf94b8db4c689>

Banque mondiale. (2019). *Terres agricoles (% du territoire) - Costa Rica*. Récupéré sur La Banque mondiale: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.AGRI.ZS?locations=C&view=chart>

Banque mondiale. (2020). *Perspective monde*. Récupéré sur Université de Sherbrooke (Québec, Canada): <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=8&codeStat=SL.AGR.EMPL.ZS&codePays=CRI&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=8&codeStat2=x&codePays2=CRI&optionsDetPeriodes=avecNoM&langue=fr>

Cardona, F. (Réalisateur). (2016). *Hold up sur la banane (documentaire France 5)* [Film].

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. (2016). *ANANAS : Un profil de produit de base par INFOCOMM*. Récupéré sur United Nations Conference on Trade and Development: https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/INFOCOMM_cp09_Pineapple_fr.pdf *Costa Rica's*

Constitution of 1949 with Amendments through 2011. (s.d.). Récupéré sur [constitueproject.org](https://www.constituteproject.org): https://www.constituteproject.org/constitution/Costa_Rica_2011.pdf

Dutron, P., & Charles, D. (Réalisateurs). (2019). *Minga, voix de résistance* [Film].

FAO. (s.d.). *Les 10 éléments de l'agroécologie : Guider la transition vers des systèmes alimentaires et agricoles durables*. Récupéré sur FAO: <http://www.fao.org/3/i9037fr/I9037FR.pdf>

Faure, G., Le Coq, J.-F., & Rodriguez, N. (2011). *Economie rurale : Emergence et diversité des trajectoires des organisations de producteurs au Costa Rica*. Récupéré sur OpenEdition: https://journals.openedition.org/economierurale/3036#xd_co_f=ZGM1YmM2YmEtZDU3YS00Mjc2LTg3ZGltZGU4ZDM2YzVlOGE5~

Fernandez-Fernandez, E. (2013). *L'accaparement des terres au Costa Rica : le cas des entreprises productrices d'ananas*. Récupéré sur HAL : archives-ouvertes: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01081175/document>

Forum mondial de la banane. (2020). *Réduire les empreintes de carbone et d'eau dans les plantations de bananes*. Récupéré sur FAO: <http://www.fao.org/world-banana-forum/projects/reducing-carbon-and-water-footprints-in-banana-plantations/fr/>

Kouchner, L., & D'Arthuys, M. (Réalisateur). (2018). *Voyage au pays de l'ananas - documentaire* [Film].

Lawrence, F. (2010). *True cost of cheap pineapples in UK supermarkets*. Récupéré sur The Guardian: <https://www.theguardian.com/global-development/2010/oct/01/high-cost-cheap-pineapples-supermarkets>

Le Coq, J.-F., Faure, G., & Saenz, F. (2012). *Les organisations de producteurs dans le système de services agricoles au Costa Rica*. Récupéré sur OpenEdition : Economie rurale: https://journals.openedition.org/economierurale/3564#xd_co_f=Y2ZjMmJhMmEtZWl5NS00NmZmLWJmZDctZjk4ZTI1NTE4NGYy~

Le Coq, J.-F., Pesche, D., Legrand, T., Froger, G., & Saenz Segura, F. (2012). *OpenEdition : Vertigo*. Récupéré sur La mise en politique des services environnementaux : la genèse du Programme de paiements pour services environnementaux au Costa Rica : <https://journals.openedition.org/vertigo/12920#text>

OMC. (2019). *EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES : Rapport du secrétariat*. Récupéré sur Organisation mondiale du commerce: https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s392_f.pdf

Ozil, D. (Réalisateur). (2015). *Le Dessous des Cartes - Costa Rica, démocratie verte* [Film].

Rodríguez Zúñiga, J. M. (2003). *Comment rétribuer les services forestiers environnementaux: l'expérience du Costa Rica*. Récupéré sur FAO: <http://www.fao.org/3/y4744f/y4744f08.htm>

FAO (sd). *Sommet mondial de l'alimentation : Les leçons de la révolution verte - vers une nouvelle révolution verte.* (s.d.). Récupéré sur FAO: <http://www.fao.org/3/w2612f/w2612f06.htm>

Sury, P. (2020). *Costa Rica : une communauté de femmes s'émancipe grâce au café*. Récupéré sur Mr Mondialisation : <https://mrmondialisation.org/costa-rica-une-communaute-de-femmes-semancipe-grace-au-cafe/>

The Guardian. (2019). *Costa Rica unveils plan to achieve zero emissions by 2050 in climate change fight*. Récupéré sur The Guardian: <https://www.theguardian.com/world/2019/feb/25/costa-rica-plan-decarbonize-2050-climate-change-fight>

United Nations Climate Change. (2019). *Le Costa Rica est nommé « Champion des Nations Unies pour la Terre » pour son rôle de pionnier dans la lutte contre le changement climatique*. Récupéré sur United Nations Climate Change: <https://unfccc.int/fr/news/le-costa-rica-est-nomme-champion-des-nations-unies-pour-la-terre-pour-son-role-de-pionnier-dans-la>